

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE**  
**Travaux de remise en conformité**  
**322 rue du Général de Gaulle**  
**Du 29 septembre au 31 octobre 2025**

**Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine**

**Vu** la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 2212-2 ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1 ;

**Vu** le Code de la voirie routière, et notamment son article L. 113-2 ;

**Vu** le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la Commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

**Considérant** la demande de l'entreprise Jean LEFEBVRE IDF, en vue d'effectuer des travaux de reprise de trottoir, ceci au 322 rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine ;

**Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement et la circulation, selon les dispositions suivantes :

**ARRETE**

**Article 1**

**Du 29 septembre au 31 octobre 2025, entre 09h00 et 16h00**, la Société Jean LEFEBVRE IDF est autorisée à occuper le domaine public avec un véhicule de chantier au droit du 322 rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine, en vue d'effectuer une reprise de trottoir.

## **Article 2**

L'entreprise intervenante devra matérialiser cette occupation par ses propres moyens. Le bénéficiaire devra également assurer la sécurité des piétons et effectuer une déviation si nécessaire. En cas de rétrécissement de chaussée, il devra également assurer l'alternat de la circulation par feux tricolores de chantier.

## **Article 3**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

## **Article 4**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **Article 5**

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de Vaux-sur-Seine,
- Service des finances de la ville de Vaux-sur-Seine pour établissement du titre de recette
- Jean LEFEBVRE IDF, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

## **Article 6**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, après sa transmission aux services de l'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 25 septembre 2025

**Monsieur le Maire,  
Jean-Claude Bréard**

